

**Unité Départementale Aube - Haute-Marne**

TROYES, le 5 juillet 2024

Nos réf. : SAU/CL/MI n° 24 - 350

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/05/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **LD MATERIAUX**

8, route de Dijon  
10800 BUCHERES

Code AIOT : 0003013132

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14 mai 2024 dans l'établissement LD MATERIAUX implanté 8, route de Dijon - 10800 BUCHERES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Sur demande de la Gendarmerie, dans le cadre du dispositif « Territoire Propre », l'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 14 mai 2024 de l'installation LD MATERIAUX, implantée 8, route de Dijon - 10800 BUCHERES. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LD MATERIAUX
- 8, route de Dijon - 10800 BUCHERES
- Code AIOT : 0003013132
- Régime : Déclaration
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

LD MATERIAUX est une entreprise de démolition spécialisée dans la déconstruction et la démolition de bâtiments pour les particuliers et les professionnels.

**Contexte de l'inspection :**

Dans le cadre du dispositif « Territoire Propre », l'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 14 mai 2024 de l'installation LD MATERIAUX.

Le présent rapport rend compte de cette visite.

Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

**Thèmes de l'inspection :**

- Autre
- Déchets

**2) Constats****2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative - transit de déchets dangereux	Code de l'environnement du 24/06/2024, article R511-9 annexe (4)	Mise en demeure, dépôt de dossier	6 mois
2	Situation administrative - stockage de déchets	Code de l'environnement du 01/07/2024, article R511-9 annexe (4)	Mise en demeure, dépôt de dossier	6 mois
3	Rétention	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25	Mise en demeure, déchets	6 mois
4	Brûlage	Code de l'environnement, article L512-1	Mise en demeure, déchets	6 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'inspection des installations classées a constaté la présence sur le site d'un important amas de déchets, non caractérisés. Par ailleurs, il y avait lors de la visite d'inspection deux big-bags d'amiante. L'exploitant n'est pas autorisé à stocker des déchets au sens des rubriques 2718-1 ou 2760-3 de la nomenclature des installations classées notamment ni à exercer une activité de transit, regroupement ou de tri de déchets dangereux. Aussi, il est proposé à Madame la Préfète de l'Aube, un projet de mise en demeure afin que l'exploitant régularise sa situation.

L'installation n'est pas adaptée à ces activités, en l'absence notamment de canalisation des eaux superficielles et de rétentions permettant de récupérer les eaux de lessivage, les eaux d'extinction d'incendie et toutes matières ou déchets répandus accidentellement. Par ailleurs, des traces de brûlage de déchets ont été constatés sur le site.

Aussi, il est proposé à Madame la Préfète de l'Aube, dans le projet de mise en demeure de demander à l'exploitant de caractériser les déchets sur le site et de réaliser un diagnostic de pollution des sols et des eaux souterraines.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative - Transit de déchets dangereux

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 24/06/2024, article R 511-9 annexe (4)
<b>Thème(s) :</b> Illégaux, Rubrique 2718-1
<b>Prescription contrôlée :</b>  Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t, ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges.
<b>Constats :</b>  L'inspection des installations classées a constaté la présence de deux big-bags contenant de l'amiante, d'après l'étiquetage et la déclaration de l'exploitant. Le poids de ces deux big-bags n'a pu être déterminé lors de la visite d'inspection. L'exploitant n'est pas autorisé à exercer une activité de transit, regroupement ou de tri de déchets dangereux, au sens de la rubrique 2718-1 de la nomenclature des installations classées. L'exploitant n'a par ailleurs pas déposé de dossier de demande d'autorisation auprès des services de la Préfecture de l'Aube. Aussi, il est proposé à Madame la Préfète de l'Aube, un projet d'arrêté de mise en demeure, demandant à l'exploitant de régulariser, dans un délai de 6 mois, la situation de l'installation vis-à-vis de la nomenclature des installations classées et de caractériser les déchets présents sur le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, dépôt de dossier
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

### N° 2 : Situation administrative - stockage de déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/07/2024, article R511-9 annexe (4)
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Rubrique 2760-3
<b>Prescription contrôlée :</b>  Installation de stockage de déchets inertes
<b>Constats :</b>  L'inspection des installations classées constate la présence d'un amas de déchets du B.T.P (bétons, bétons armés, gravats,...) de plusieurs mètres de haut sur une surface de 1000 m <sup>2</sup> environ. Compte tenu du volume, la nature de l'ensemble des déchets ne peut pas être caractérisé. Lors de la visite du 18 décembre 2020, l'inspection des installations classées avait déjà constaté la présence de déchets sur l'installation. Ces déchets sont considérés comme stockés et l'installation comme une installation de stockage de déchets. Aussi, il est proposé à Madame la Préfète de l'Aube, un projet d'arrêté de mise en demeure, demandant à l'exploitant de régulariser, dans un délai de 6 mois, la situation administration de l'installation vis-à-vis de la nomenclature des installations classées et de caractériser les déchets présents sur le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, dépôt de dossier
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

### N° 3 : Rétention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention
<b>Prescription contrôlée :</b>  Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ;</li><li>- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ».</li></ul> Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none"><li>- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ;</li><li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ;</li><li>- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.</li></ul>
<b>Constats :</b>  L'amas de déchets, non caractérisés, ainsi que les big-bags d'amiante sont regroupés, posés, à même le sol en terre, et soumis aux eaux de pluie et au lessivage. Aucune rétention ne permet de récupérer les eaux de lessivage, les eaux d'extinction d'incendie et toutes matières ou déchets répandus accidentellement.  Par ailleurs, les eaux superficielles ne sont pas canalisées.  L'absence de rétention et de canalisation des eaux superficielles sont susceptibles de créer une pollution diffuses des eaux ou des sols.  Aussi, il est proposé à Madame la Préfète de l'Aube, un projet d'arrêté de mise en demeure, demandant à l'exploitant, dans un délai de 6 mois, de réaliser un diagnostic de pollution des sols et des eaux souterraines.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, déchets
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 4 : Brûlage

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 24/06/2024, article L512-1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Brûlage à l'air libre
<b>Prescription contrôlée :</b>  Sont soumises à autorisation les installations qui présentent de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.
<b>Constats :</b>  L'inspection des installations classées constate les traces de brûlage à l'air libre sur 10 m <sup>2</sup> environ. Des morceaux de bois, de plastique, de laines de roche... partiellement calcinés sont visibles.  Les cendres et déchets calcinés soumises aux eaux météoriques sont susceptibles de générer de la pollution des sols et des eaux souterraines.  Ce constat permet de caractériser l'exploitation d'une installation de traitement thermique de déchets non dangereux, <u>a priori</u> , relevant <u>a minima</u> de la rubrique 2771 et donc de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 relatif aux installations de traitement thermique de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2971 et des installations consommant comme déchets uniquement des déchets répondant à la définition de biomasse au sens de la rubrique 2910.  L'exploitant n'a pas déposé de dossier d'autorisation au titre des ICPE et ne dispose donc pas des autorisations pour les activités exercées qui sont par conséquent considérées comme illégales.  L'exploitant n'est pas en mesure de fournir l'origine des déchets ni leur quantité. <u>La traçabilité des déchets n'est pas assurée.</u>  Les activités exercées présentent des risques pour l'environnement du fait de l'absence du respect des mesures prescrites dans les arrêtés ministériels précités.  L'exploitant n'est pas en mesure de démontrer qu'il satisfait aux prescriptions concernant les caractéristiques, les quantités, les conditions techniques et financières de prise en charge des déchets et les procédés de traitement mis en œuvre fixées en application des articles L. 541-2, L. 541-2-1, L. 541-7-2, L. 541-21-1, L. 541-21-2 et L. 541-22. Les activités présentent des risques pour l'environnement.  Aussi, il est proposé à Madame la Préfète de l'Aube, de demander à l'exploitant, dans le un projet de mise en demeure, de régulariser sa situation vis-à-vis de la réglementation sur les installations classées pour le respect de l'environnement et de réaliser un diagnostic de pollution des sols et des eaux souterraines.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, déchets
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois